

Ressusciter LR : mission impossible pour Christian Jacob ?



Ce dimanche avait lieu le premier tour des élections du président des Républicains. Christian Jacob, chef de file des LR des à l'Assemblée nationale, a été élu dès le premier tour avec 62,58% de voix. A présent, il aura pour lourde tâche de rassembler ses troupes et de ressusciter les Républicains.

Avec Edouard Husson
Avec Christophe Boutin
Avec Samuel Pruvot

Atlantico : Dimanche soir, Christian Jacob a été élu président des Républicains dès le premier tour avec 62,58% des voix. Ce choix, celui d'un chiraquien historique ne présentant pas un projet aussi réformateur que celui de ses concurrents, vous semble-t-il capable de permettre aux Républicains de redresser la barre en vue des prochaines échéances électorales ?

Edouard Husson : Ce n'est pas une surprise, même si c'est une déception. La coïncidence avec le décès de Jacques Chirac est frappante. Tout aurait dû pousser Les Républicains à tourner la page du chiraquisme, y compris ce symbole du destin. Mais non, chez LR on enterre Chirac, pas le chiraquisme, cette façon de faire de la politique qui a conduit le parti à 8% des suffrages.

Julien Aubert et Guillaume Larrivé avaient l'avantage de proposer une issue à la crise que connaît le parti. Malheureusement, ils ont dispersé les voix du renouveau. A eux deux ils représentent un peu moins de 40% des voix. Unis - par exemple avec un ralliement spectaculaire de Larrivé à Aubert à quelques jours du scrutin - ils auraient sans doute obtenu plus de suffrages. Mais la victoire de Jacob au premier tour est sans appel. Elle renvoie l'image d'un parti qui persévère dans son propre déclin. La stratégie qui a mené à une véritable déroute aux élections européennes sera continuée. Le parti n'a tiré aucune leçon de la défaite de Nicolas Sarkozy.

Christophe Boutin : Effectivement, deux solutions se présentaient aux électeurs des Républicains, c'est-à-dire aux adhérents du parti qui devaient choisir leur président. La première était d'éviter d'accentuer des clivages internes dont personne ne peut plus nier qu'ils existent, et de rassembler une famille comportant des courants divers autour de la personnalité la moins clivante. Il s'agissait d'espérer maintenir l'existant, mais aussi, pourquoi pas, de voir revenir ceux qui, choqués par les choix trop radicaux prêtés à Laurent Wauquiez, avaient choisi de s'éloigner, et qui pouvaient être des poids lourds locaux aussi importants que Xavier Bertrand dans les Hauts de France ou Valérie Pécresse en Île-de-France.

Le risque de cette solution est cependant de maintenir comme socle de ce que l'on n'ose plus qualifier de base idéologique, mais

plutôt de programme minimum, un « plus petit dénominateur commun » qui, mélangeant parfois la chèvre et le chou, la carpe et le lapin, le cheval et l'alouette, peut sembler manquer de cohérence, pas tant d'ailleurs aux yeux des adhérents qu'à ceux des électeurs, détournant ainsi ces derniers du vote LR.

En ce sens, les deux candidats rivaux de François Jacob, Guillaume Larrivé, qui a obtenu 16 % des suffrages exprimés, mais aussi et surtout Julien Aubert, qui a obtenu lui 21 % de ces mêmes suffrages, présentaient des choix plus clairs. Il s'agissait par exemple d'accentuer les caractères régaliens dans la politique à mener, d'insister sur l'ordre et la sécurité publique dont on sait qu'ils sont très largement mis à mal dans la France de 2019, et, parallèlement - mais plus ici dans le cas de Julien Aubert - de renouer avec une fibre que l'on pourrait qualifier de « gaulliste sociale » et qui avait été un temps incarnée par Philippe Seguin. Des éléments qui, l'un comme l'autre, dans la période de crise que nous connaissons, parlent clairement aux électeurs et répondent à leurs principales interrogations... mais qui dans le même temps imposent ces choix qui peuvent conduire à ces scissions qui inquiètent les adhérents. Or il s'agissait d'un vote d'adhérents et non d'électeurs.

Samuel Pruvot : La victoire de Christian Jacob, vous le rappelez, est sans appel. Il a recueilli plus de 62% des voix et une participation haute des 100.000 adhérents que revendique la rue de Vaugirard. On aurait pu imaginer pour lui un scénario catastrophe, sans majorité absolue, avec l'obligation humiliante d'un second tour contre Julien Aubert par exemple.

Cela dit, la victoire de ce chiraquien historique est sans doute une victoire à la Pyrrhus. Cette référence à l'Antiquité mérite d'être méditée aujourd'hui. Souvenons-nous que le roi Pyrrhus a vaincu les Romains lors de la bataille d'Héraclée. Mais à quel prix ? Plutarque décrit une situation qui ressemble peu ou prou à celle dont hérite le nouveau président de LR : « *Les armées se séparèrent ; et on raconte que Pyrrhus répondit à quelqu'un qui célébrait sa victoire que « encore une victoire comme celle-là et il serait complètement défait ».* Il avait perdu une grande partie des forces qu'il avait amenées, et presque tous ses amis et principaux commandants ; il n'avait aucun moyen d'avoir de nouvelles recrues. » Vous comprenez tout de suite en quoi la comparaison est pertinente.

Dans son premier discours, Christian Jacob a promis le rassemblement pour se frayer un chemin entre les mastodontes que sont devenus LREM et le RN. Mais il faudra une bonne dose d'œcuménisme pour recoller les morceaux d'un parti en miettes. Christian Jacob est obligé de regarder vers les municipales et plus encore plus vers 2022. Mais il sait que, pour l'heure, il n'a plus trop les moyens de combattre sur le terrain électoral.

Ce vote est-il plutôt un vote stratégique ou est-il attaché à la personnalité de Christian Jacob, sorte d'anti-homme providentiel préférant incarner le « collectif » du parti ?

Edouard Husson : Traditionnellement le parti gaulliste repose sur le charisme d'un leader et le parti centriste se caractérise par une grande liberté de ton en son sein. LR, parti héritier de l'UMP, était censé prendre le meilleur de ce double héritage politique. Or on a élu un homme politique sans aucun charisme et garantissant l'absence de débat au sein du parti. Il n'y a plus de collectif chez LR. Wauquiez, qui confondait la politique et un jeu vidéo où il s'agissait de tuer le plus possible de « gentils », a eu des velléités de revenir à la ligne Sarkozy mais avec une sincérité et un respect de la parole donnée qui égalaient presque Jacques Chirac. Il avait d'ailleurs surgi sur les ruines d'un combat sans merci dont le principe avait été, en 2012 puis en 2017, d'évincer François Fillon. Aux élections européennes, on avait mis en tête de liste, un candidat qui avait un profil approprié pour gagner de nouveaux électeurs mais la voiture qu'on lui avait confiée avait un moteur bridé: imaginez qu'il ait brûlé l'un des radars de la bien-pensance ! Non, Christian Jacob prépare, même s'il ne le sait pas, le ralliement du parti à Emmanuel Macron aux prochaines élections présidentielles. Entretemps, il y aura les municipales, où le parti sauvera les meubles. C'est aux régionales que le prochain désastre est programmé.

Christophe Boutin : Comme nous venons de le voir, les deux ne sont pas nécessairement opposés. En fait, on pourrait, si l'on remontait dans l'historique des dirigeants du parti, dire que Guillaume Larrivé était dans la voie d'une présidence dynamique axée sur l'ordre public, ce qui pouvait rappeler la période sarkozyste ; que Julien Aubert regardait plus vers un retour aux sources gaulliennes en termes de restauration de la souveraineté, avec aussi cette dimension sociale que l'on peut trouver dans le premier gaullisme et que défendit ensuite Philippe Seguin ; enfin que Christian Jacob se rattachait lui clairement à une tradition chiraquienne dans laquelle il était souvent important de ne surtout pas choisir.

C'est vrai que le fonctionnement d'un parti suppose soit des concessions de part et d'autre, soit des scissions nettes. Or, depuis 2017, le parti ne cesse de s'émietter : il y a ceux qui ont rejoint LaREM, ceux qui s'en sont rapprochés mais sans y adhérer, ceux qui ont quitté le parti et vivent dans leur superbe isolement de baron local, ceux qui sont dans le parti sans payer de cotisations et menacent à tout instant de le quitter, ceux aussi qui se sont rapprochés du RN ou l'ont rejoint. On comprend l'angoisse des adhérents historiques devant ce délitement, quand l'arrivée de personnalités supposées clivantes pouvait conduire à de nouvelles scissions.

Jouer la stabilité, même au détriment de la clarification, permet aussi de voir si les élections locales qui s'annoncent dans les prochaines années, municipales d'abord, puis départementales et régionales, vont profiter à un parti qui compte a priori toujours dans ses rangs un nombre certains d'élus locaux, et peut espérer se refaire une santé sous réserve d'être le plus rassembleur possible. Un choix plus conflictuel aurait pu renforcer les départs et les alliances locales de certains anciens membres des Républicains avec laREM, obérant toute possibilité de bénéficier de cet ancrage historique.

Samuel Pruvot : Il ne faut pas sous estimer la personnalité et surtout la combativité de Christian Jacob. Cet exploitant agricole s'est formé à la rude école du syndicalisme et de la terre. Il a gravi presque toutes les marches du parti. Maire de Provins, plusieurs fois ministre, il a présidé avec une énergie singulière le groupe UMP puis LR à l'Assemblée nationale. Dans l'hémicycle, il a toujours eu le sens de la formule et un verbe pugnace aux antipodes de la diarrhée verbale. Par son verbe et par son physique même, Jacob fait penser à un gladiateur. Ce dernier ne rechigne jamais à descendre dans l'arène. Il n'est plus de la première jeunesse mais il sait encore donner des coups et en recevoir.

Cela dit, Christian Jacob ne sera jamais un poids lourd. Un César. Ces derniers ont été mis hors de combat. On pense évidemment à François Fillon, Nicolas Sarkozy ou encore François-Xavier Bellamy. On a l'impression qu'une malédiction pèse sur les chefs de la droite. L'histoire politique récente ressemble à la pesée des âmes dans l'Egypte ancienne. Le cœur du défunt a été pesé. Il a été jugé trop lourd de péchés et il a été finalement la proie la « Dévoreuse ». Il est difficile de revenir du Royaume des morts (même si nos politiques ont l'art de parfois ressusciter).

Christian Jacob a déjà annoncé qu'il ne serait pas le candidat de la droite aux prochaines élections présidentielles. La stratégie de Christian Jacob de préserver la base électorale traditionnelle des Républicains sans « chasser » ailleurs peut-elle faire de lui autre chose qu'un liquidateur de la droite en attendant un repreneur ?

Edouard Husson : 31% au premier tour de la présidentielle en 2007, 26% en 2012, 20% en 2017, 8,5% aux européennes ! C'est la trajectoire du parti. Je veux bien qu'on n'aille pas chercher les électeurs ailleurs; mais ils sont partis, pour les uns chez Macron, pour les autres chez Marine. Je veux bien que l'on refuse d'aller chasser plus à droite. Mais autant dire que l'on renie l'héritage du Général de Gaulle et de la démocratie chrétienne ! Lisez de Gaulle dans le texte et vous verrez que sur la question de l'immigration RPR, UDF; UMP, LR l'ont complètement trahi ! Lisez ses entretiens avec Alain Peyrefitte, de Gaulle y motive son refus de l'Algérie française par le refus d'une islamisation de la France; il tient des propos sur les risques du déclin démographique, sur la civilisation chrétienne, sur la « race blanche » qui font apparaître Zemmour comme un gaulliste désespéré de voir le renoncement de son pays. On peut détester le fait que de Gaulle se soit exprimé ainsi; mais qu'on ne le refuse pas; et qu'on ne vienne pas expliquer que le parti a préservé son âme en refusant depuis les alliances plus à droite depuis les années 1980.

En aristotélien, je vous répondrai que l'âme, c'est le principe directeur, l'information vitale, l'ADN si vous préférez. Les gaullistes ont rejeté leur ADN ! Les soi-disant gaullistes ont rejeté de Gaulle, que ce soit sur l'immigration et sur le principe de la souveraineté nationale. Perdant progressivement leurs électeurs, de ce fait, ils se sont alliés à une UDF qui, elle-même, a progressivement renié ses racines chrétiennes, européennes et libérales. Avant d'être un projet technocratique, l'Europe est une civilisation; mais l'UDF a cautionné de plus en plus un projet européen sans fondement culturel ni éthique; le parti n'a rien fait pour véritablement lutter contre l'invasion croissante de l'Etat dans la vie des Français; au nom de la monnaie européenne et de l'amitié franco-allemande, il a abandonné toute préoccupation sociale, accepté la montée des inégalités; depuis la démission d'Alain Madelin du gouvernement, en 1995, il a, le plus souvent, renoncé à défendre l'entreprise. L'UMP a coalisé ces renoncements gaullistes et chrétiens-démocrates. Pour être équitable, on ne doit pas oublier la tentative de Nicolas Sarkozy d'inverser le cours des choses. Sarkozy n'était pas gaulliste, il ne faisait pas semblant de l'être mais il a tenté d'inverser les renoncements successifs des trente années qui l'avaient précédé. Prenez deux mesures aussi différentes que la création du statut d'auto-entrepreneur ou la réforme des universités, elles témoignent de ce mouvement. Là où Chirac cédait à la rue, Sarkozy tenait bon. Mais, quand il n'avait pas les troupes pour la mise en oeuvre, Nicolas Sarkozy laissait filer la mise en oeuvre de ses meilleures intuitions, comme sur l'immigration ou la sécurité. Et puis il a voulu avoir des ministres de gauche dans son gouvernement, comme Giscard en son temps. Sarkozy lui-même n'était pas sorti complètement du complexe de la droite qui croit que pour chaque mesure de droite, vraiment de droite, il faut offrir un gage à la gauche en compensation.

On ne doit plus réfléchir dans les termes d'une simple reprise du parti ! C'est toute la droite qu'il s'agit de refonder. C'est bien ce qu'ont senti tous ces sympathisants, jeunes militants, assistants parlementaires LR mais aussi ces élus, peu nombreux, courageux et lucides, qui sont venus assister à la Convention de la Droite le 28 septembre dernier.

Christophe Boutin : Je ne pense pas que Christian Jacob se voit comme « liquidateur » de la droite. Il estime au contraire être celui qui va réussir à éviter l'éclatement de sa famille politique avant les prochaines élections, à la stabiliser, à apaiser certaines tensions. On verra sur ce point la place qu'il fera aux « courants » de ses rivaux à l'élection dans l'appareil du parti comme à certains éléments de leurs thématiques de campagne dans son propre programme pour juger de ses qualités de rassembleur. Mais le président du groupe parlementaire qu'il a été a jusqu'ici toujours su faire preuve d'écoute quand il le fallait. Il va sans doute aussi – et on a pu le constater avec l'évolution de son propre discours de campagne –, se poser la question des fondamentaux qu'il faut remettre à l'ordre du jour. Bref, il s'agit beaucoup plus pour lui de conserver et de maintenir que de liquider.

Quant à l'existence d'un « repreneur », elle est rendue délicate par ce choix, car le fait que Christian Jacob ait annoncé son refus de se présenter aux présidentielles de 2012 fait que le parti n'est pas – pas encore – « l'écurie présidentielle » que l'évolution des institutions de la Cinquième République le conduit à être. La question est donc posée de savoir si et comment il pourra se mettre en ordre de bataille - son président n'étant alors au mieux qu'un brillant second, alors qu'il est sinon le « candidat naturel » - derrière le futur candidat qui sera désigné. Comme d'ailleurs de savoir comment se fera cette désignation qui, une nouvelle fois, risque de poser un problème, car il faut bien dire que pour l'instant les primaires, dont certains voulaient faire l'alpha et l'oméga de la démocratisation des partis, n'ont bien souvent abouti qu'à les fragiliser sinon à les faire implorer, et ce tant à droite qu'à gauche.

Samuel Pruvot : Que reste-il à Christian Jacob ? Son énergie, son sens de la tactique et l'espoir de pouvoir revitaliser des troupes clairsemées et épuisées après tant de défaites. Il n'a pas promis de miracles sinon une sorte de baroud d'honneur où lui-même est prêt à se salir ses chaussures dans la glaise épaisse de politique française.

Son pari est risqué mais il n'a pas vraiment le choix. Il estime que la déroute de 2017 et celle des européennes furent des catastrophes et non le verdict du destin. Il est encore persuadé que le combat politique peut se vivre entre la droite et la gauche comme il en a toujours été depuis la naissance de la Ve République. Ce gaulliste incorrigible veut croire que le monde politique inauguré avec Emmanuel Macron est le fruit d'un cyclone et non d'un changement climatique durable. Il ne veut pas se résoudre à l'avènement d'un nouveau bipartisme. D'un côté, un parti central attrape tout qui tient les manettes. De l'autre, des formations périphériques musclées – de droite ou de gauche – qui veulent contester l'hétérodoxie et la toute puissance de la majorité. Christian

Jacob ne se pense pas en liquidateur mais en grognard. Il existe, croit-il, une vie après la Bérézina.